



CIOM : 90 % des mesures en faveur des outre-mer réalisés ou en voie de l'être

Le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration ainsi que la ministre chargée de l'Outre-mer ont présenté, en Conseil des ministres du 26 octobre 2011, un bilan de l'action du Comité interministériel de l'outre-mer (CIOM), près de deux ans après sa création. Sur les 137 mesures listées par le Comité de novembre 2009, 90 % sont réalisées ou en cours de l'être. Le ministre de l'Intérieur a mis l'accent sur les efforts intervenus en matière de sécurité. La ministre chargée de l'Outre-mer a fait le point sur les évolutions institutionnelles de la législation (départementalisation de Mayotte, fusion de la région et du département en Martinique et en Guyane) et mis l'accent sur le logement social avec 6 500 mises en chantier en 2010, soit 2 000 de plus que la moyenne des années précédentes. Le document est disponible sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr>.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Le 3 novembre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses principaux taux directeurs avec effet au 9 novembre 2011 : le taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est fixé à 1,25 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal à 2 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt à 0,50 %.

Lutte contre le blanchiment de capitaux

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris les 27 et 28 octobre 2011, le GAFI a pris de nouvelles mesures pour protéger le système financier international. Il a également publié deux documents relatifs aux juridictions susceptibles de présenter un risque pour le système financier international en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : « Déclaration publique du GAFI » et « Améliorer la conformité aux normes LB/FT ». Ces documents sont disponibles en anglais sur : <http://www.fatf-gafi.org>.

Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers

Le 20 octobre 2011, la Commission européenne a présenté des propositions de révision de la directive sur les marchés d'instruments financiers. Cette révision vise à conforter les décisions du sommet du G20 (Pittsburg 2009) sur la nécessité d'améliorer la transparence des marchés moins réglementés y compris les marchés de dérivés de matières premières et de lutter contre la volatilité excessive. Les propositions permettront de rendre les marchés plus solides et plus efficaces, plus résilients et renforceront la protection des investisseurs. Elles prévoient notamment la création d'un label spécifique pour les marchés destinés au financement des PME. Ce cadre renforce les pouvoirs de surveillance des autorités de régulation et établit des règles de fonctionnement claires pour toutes les activités de négociation notamment les marchés de dérivés sur matières premières. La proposition a été transmise au Parlement européen et au Conseil pour négociation et adoption.

Financement des collectivités locales

Dans le cadre du démantèlement de Dexia, la Caisse des Dépôts et la Banque Postale sont parvenues à un accord pour la reprise de l'activité de financement des collectivités locales françaises de Dexia. Le véhicule de refinancement de Dexia (Dexia Municipal Agency) sera dans un premier temps détenu à hauteur de 65 % par la Caisse des Dépôts, 5 % par la Banque Postale et Dexia conservera 30 %. La part de cette dernière se réduira au fil du temps au profit de la Banque Postale ; la Caisse des Dépôts conservera la majorité du capital. Dans les prochains mois, le véhicule sera rebaptisé et travaillera exclusivement pour la nouvelle banque des collectivités locales détenue à hauteur 65 % par la Banque Postale et 35 % par la CDC dont l'activité se limitera aux simples prêts aux collectivités locales.

Dossier législatif

1 – Coopération régionale Antilles-Guyane

Le décret du 27 octobre 2011 portant nomination de M. Constant Fred, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane, a été publié au Journal Officiel de la République du 28 octobre 2011.

2 – Droits, protection et information des consommateurs

L'Assemblée nationale a adopté, le 11 octobre 2011, le projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs. Le texte a été transmis au Sénat.

3 – Maintien de l'euro à Saint-Barthélemy

Le ministre des Affaires étrangères et européennes a présenté en Conseil des ministres du 19 octobre 2011, un projet de loi autorisant la ratification de l'accord monétaire entre la France et l'Union européenne sur le maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne. Le texte n° 3857 a été déposé à l'Assemblée nationale le 19 octobre 2011.

4 – Réforme des ports d'outre-mer

Le ministre chargé des Transports a présenté, en Conseil des ministres du 19 octobre 2011, un projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'Etat et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports. Les ports de Fort-de-France (Martinique), Degrad-des-Cannes (Guyane), Port-Réunion (La Réunion) et Port autonome de la Guadeloupe seront transformés en grands ports maritimes, établissements publics nationaux. Le texte n° 3858 a été déposé à l'Assemblée nationale le même jour.

Publications

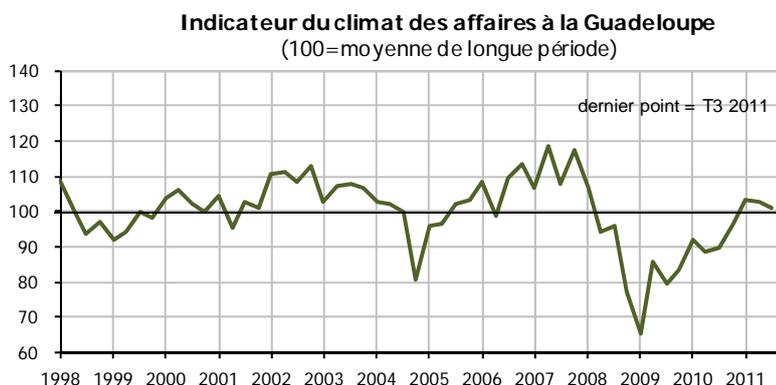
Institutions de microfinance : l'union européenne a publié un code de bonne conduite à l'intention des institutions de microfinance. Le document est disponible en anglais sur http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/instruments/jasmine_cgc_en.cfm.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Inflexion à la baisse du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, s'inscrit en léger repli au troisième trimestre. Il se situe maintenant à peine au dessus de son niveau moyen de longue période. Cette inflexion à la baisse, après trois trimestres de hausse puis de stabilisation, s'explique principalement par l'évolution défavorable de l'activité et des prix de vente des entreprises ainsi que par l'allongement des délais de paiement de la clientèle.

Dans un contexte économique jugé plus incertain, les chefs d'entreprise revoient encore à la baisse leurs prévisions d'investissement. En revanche, les perspectives de reprise de l'activité au quatrième trimestre et la hausse des intentions de recrutement confortent l'indicateur.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

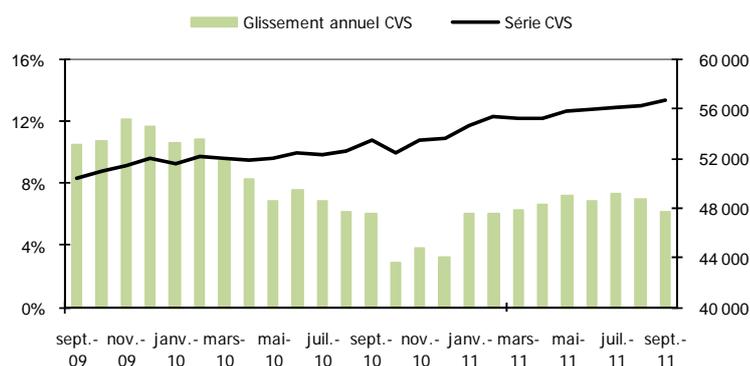
Cette note est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

La demande d'emploi augmente de 0,8 % en septembre 2011

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les îles du Nord s'élève à 56 710 fin septembre 2011, atteignant un nouveau record sur la période 1998-2011. Ce chiffre est en hausse de 0,8 % (+470) par rapport au mois précédent et de 6,2 % sur un an (+3 290).

Au cours des trois derniers mois, les offres d'emploi collectées progressent de 1,9 % par rapport aux trois mois précédents. Cette hausse concerne uniquement les offres d'emplois temporaires (moins de 6 mois, +60,9 %). Les offres d'emplois durables (6 mois ou plus) sont en baisse de 29,2 % sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : DIECCTE

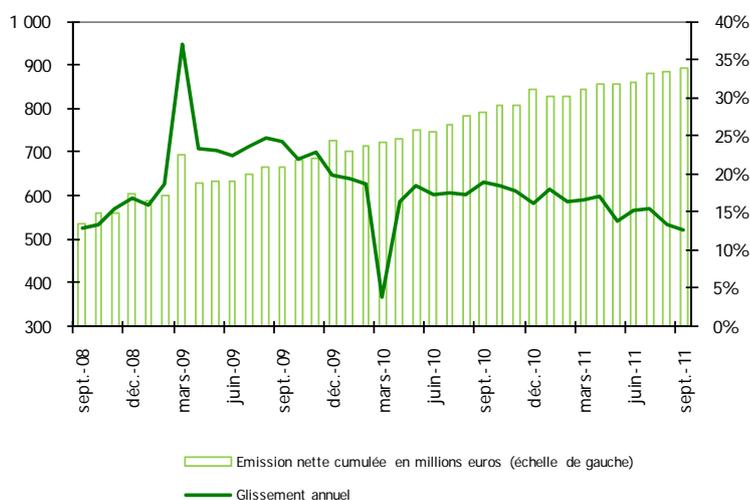
Circulation fiduciaire : ralentissement du rythme de progression à fin septembre 2011

A fin septembre 2011, l'émission nette cumulée de billets et de pièces affiche en Guadeloupe une hausse de 12,8 % sur un an (contre +18,9 % septembre en 2010) pour s'établir à 894 millions €.

Le solde des entrées et des sorties de billets atteint 869,1 millions €, correspondant à un volume de 16,5 millions de billets. Sur un an, l'émission nette progresse de 13,4 % en volume et de 12,9 % en valeur (contre respectivement +20,5 % et +19,2 % en 2010).

La coupure de 50 € demeure la valeur faciale prédominante avec 55,8 % du total des émissions nettes cumulées en volume (+1,8 point en glissement annuel). Les billets de 20 € concentrent 21,4 % du total en volume (-0,7 point par rapport à 2010). Ramenée au nombre d'habitants, la circulation fiduciaire apparente en billets s'établit à 1 929,7 € en septembre 2011 contre 1 722,3 € en 2010, soit une augmentation de 207,4 € sur un an (+12 %). En métropole, ce ratio atteint 1 363,6 € (+8,5 %; soit +107,1 €).

Emission nette cumulée (billets et pièces confondus)



Source : IEDOM

L'émission nette cumulée de pièces métalliques s'élève à 24,6 millions € à fin septembre 2011, en hausse de 6,5 % sur un an (après +9,3 % en 2010) pour un volume de 182,1 millions de pièces (+8,6 % après +9,9 % en 2010). Les pièces de faible valeur (1, 2 et 5 centimes) restent stables par rapport à septembre 2010 (76,2 % du total en volume).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Premiers résultats du recensement agricole 2010

Les premières données issues du recensement agricole 2010 ont été publiées par la Direction de l'agriculture. En 2010, la Guadeloupe comptait 7 852 exploitations agricoles et 13 057 travailleurs permanents. En dix ans, un tiers des exploitations agricoles a disparu tandis que le nombre d'emploi permanent dans la filière a diminué de 3 500. La surface agricole utilisée (SAU) est passée de 41 622 à 31 768 hectares, soit une perte annuelle de près de 1 000 hectares contre 450 hectares en moyenne lors de la décennie précédente. L'orientation des exploitations reste principalement tournée vers la culture de la canne à sucre qui occupe près de la moitié des surfaces cultivées, soit un peu plus de 14 000 hectares comme au début de la décennie. En revanche, les superficies qui sont consacrées à la culture de la banane (2 453 hectares) et dans une moindre mesure, celles consacrées aux légumes et tubercules (1 895 hectares) ont chuté respectivement de 2 000 et 1 000 hectares. Les effectifs des cheptels bovins, caprins et porcins sont également en baisse sur la période sous revue. Pour la majorité des agriculteurs, la commercialisation des produits passe par la vente directe, ou avec au plus un intermédiaire.

Fin de l'échange de billets en francs

Jusqu'au 17 février 2012, certains billets en francs (500F, 200F, 100F, 50F, 20F) peuvent encore être échangés contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès de l'IEDOM (Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer), situé pour l'agence de la Guadeloupe, aux Abymes, Parc d'activité la Providence, Zac de Dothémare Sud. Pour les échanges supérieurs ou égaux à 6 500 F, il faut se munir d'une pièce d'identité en cours de validité ainsi que d'un justificatif de domicile. Pour des sommes supérieures ou égales à 10 000 F, il est nécessaire de prendre rendez-vous au 0590 93 74 30.

Rappel : un site internet pour simplifier les obligations administratives des entreprises

Créé en 2000, le site internet www.net-entreprise.fr a pour objectif d'offrir aux entreprises les services dématérialisés de la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS) de manière gratuite, sécurisé et simple. Les entreprises peuvent y effectuer leur déclaration sociale et bénéficier, en outre, d'un échange personnalisé et en temps réel. Ces offres étant particulièrement méconnues, la CGSS a décidé de lancer au mois d'octobre une campagne d'information auprès des employeurs, des centres de gestion agréés et des experts comptables.

Liquidation judiciaire pour trois des sept magasins Super U

Le tribunal de commerce a examiné la situation des sept ex-magasins Match, repris sous l'enseigne Super U ou Unik Market placés depuis le 9 septembre en redressement judiciaire. Trois des sept magasins ont été liquidés : ceux de Pointe-à-Pitre (Unik Market Saint-Jules), de Baillif et de Capesterre-Belle-Eau. Trois autres ont été attribués à des repreneurs : celui de Saint-François à Sodial Nouy, celui de Grand-Camp au groupe Hayot et celui de Pliane au Gosier au groupe martiniquais Parfait. Le tribunal a mis sa décision en délibéré au 15 décembre pour le magasin de Bouillante.

Création d'un groupement européen de producteurs de rhum et liqueurs traditionnelles

Afin de défendre en commun leur activité, les producteurs de rhum et liqueurs traditionnelles des régions ultrapériphériques ont décidé de constituer l'Uperl (Union des producteurs européens de rhums et liqueurs traditionnelles). Les statuts de ce groupement européen ont été déposés le 5 Octobre 2011 à Bruxelles. Humberto Jardim, représentant de l'île de Madère, a été nommé Président.

Un nouveau bateau pour assurer la liaison de Pointe-à-Pitre à Saint-Louis de Marie-Galante

La compagnie low-cost dénommée Jeans, filiale de l'Express des Iles, a inauguré le mercredi 4 octobre son nouveau bateau, le Liberty. D'une capacité de 437 passagers, le navire viendra renforcer les rotations actuelles du Silver Express entre Pointe-à-Pitre et Marie Galante en offrant des tarifs de 20 à 30 % moins chers que son service régulier.

La Triskell Cup 2011

La onzième édition de la Triskell cup s'est déroulée du 29 au 31 octobre au Gosier. Une cinquantaine de navires ont pris le départ pour cette manifestation particulièrement sportive considérée comme la troisième en importance dans la Caraïbe après la Heineken regatta de Saint-Martin et la Antigua sailing week.

La rénovation urbaine se poursuit à Pointe-à-Pitre

La rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre a franchi une nouvelle étape avec la démolition au mois d'octobre 2011 de la barre AD dans le quartier Henri IV, après celle de la barre AE en décembre 2010. Les échéances à venir concernent la démolition de la barre AC prévue en décembre 2011, et la construction de 22 logements à Bergevin et de 60 logements situés square Guy Tirolien.

ACTUALITE REGIONALE

Le montant total de la taxe séjour en hausse à Saint-Barthélemy

Depuis sa mise en place au 1^{er} janvier 2008, le montant total de la taxe de séjour perçu par la Collectivité n'a cessé de progresser, de +5,6 % en 2009 à +4,7 % en 2010. Pour l'année 2011, le dynamisme de la fréquentation touristique au premier semestre s'est traduit par la hausse du produit de la taxe de séjour qui s'élève 1,4 million d'euros à fin août, soit une augmentation de 14 % par rapport à la même période de 2010.

Interreg IV-Caraïbes : suivi et sélection des projets

Pour la première fois depuis leur création, les comités de suivi et de sélection des projets Interreg IV Caraïbes se sont tenus dans un pays de l'OECS, à Sainte-Lucie, les 27 et 28 octobre. Le comité de sélection Interreg IV-Caraïbes a analysé les dossiers issus du troisième appel à projets lancé en mars dernier sur l'axe « *favoriser la croissance et l'emploi par l'innovation et l'économie de la connaissance ; renforcer l'attractivité par le désenclavement et la connectivité des territoires* ».

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France Septembre 2011	126,1	0,2 % -	1,5 % 2,2 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Septembre 2011	56 710	0,8 %	6,2 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) Août 2011	11 231	- -	12,9 % 32,0 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Cumul annuel Mai 2011	38 187	-1,4 %	-4,3 % -4,4 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées Septembre 2011 Cumul annuel	484 4 242	-	30,8 % 1,2 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Septembre 2011 Nombre de retraits de cartes bancaires Septembre 2011 Cumul annuel Nombre de dossiers de surendettement déposés Cumul à fin octobre	21 480 375 3 928 319	0,2 % -29,0 % - -	-1,1 % -10,1 % -11,6 % 18,6 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Octobre 2011 cumul annuel - Nombre Octobre 2011 cumul annuel	1 264 14 110 123 1 276	38,1 % - -8,2 % -	-23,7 % 3,6 % -14,6 % 1,6 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Septembre 2011 Cumul annuel	109 643 1 504 546	-48,6 % -	1,4 % 6,1 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) Cumul à fin Septembre 2011 Nombre de passagers (entrées + sorties)	2 361 984 582 000	- -	9,2 % -2,8 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN) Juillet 2011 Cumul annuel	1 485 9 683	-0,8 % -	-4,6 % 3,9 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes) Septembre 2011 Cumul annuel	20 710 172 456	20,9 % -	4,7 % -4,0 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes) Août 2011 Cumul annuel	5 516 37 525	2,8 % -	45,5 % 87,2 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

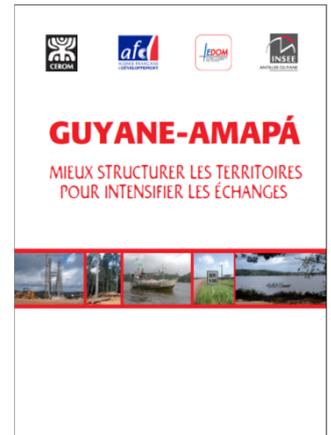
Publication de l'étude comparative CEROM « Guyane-Amapá »

Le partenariat interinstitutionnel CEROM (Comptes économiques rapides pour l'outre-mer) regroupe l'AFD, l'INSEE et l'IEDOM, avec pour principal objectif la promotion de l'analyse économique des collectivités d'outre-mer. Dans ce cadre, les trois institutions locales ont présenté le 13 octobre aux médias locaux leur nouvelle étude CEROM « Guyane-Amapá : Mieux structurer les territoires pour intensifier les échanges ».

Cette étude comparative, concentrée sur les domaines économiques, sociaux, institutionnels et environnementaux, s'inscrit dans la continuité des précédentes études CEROM, qui portaient sur la Guyane et le Suriname. Elle est un outil de travail ayant notamment pour ambition d'aider les acteurs et décideurs à identifier les points de complémentarité existant entre la Guyane et l'Amapá. En effet, ces deux régions se connaissent peu, en dépit des nombreux défis communs qu'elles doivent relever tels que la structuration et le désenclavement de leurs territoires, le développement de filières endogènes pourvoyeuses d'emploi ou encore la réduction de leur dépendance vis-à-vis de leur Etat central. L'intensification de leur coopération permettrait au Brésil de dynamiser un Etat amazonien particulièrement défavorisé et à la Guyane de développer l'Est de son territoire.

L'IEDOM et l'AFD ont également présenté conjointement cette étude à Mme Ana Beninca Beltrame, Consule du Brésil en Guyane, et à une délégation universitaire brésilienne (en visite en Guyane dans le cadre de la coopération universitaire guyano-amapéenne).

Cette étude, ainsi que l'ensemble des publications de l'IEDOM, sont téléchargeables gratuitement sur le site de l'IEDOM : <http://www.iedom.fr/guyane/publications-67/>



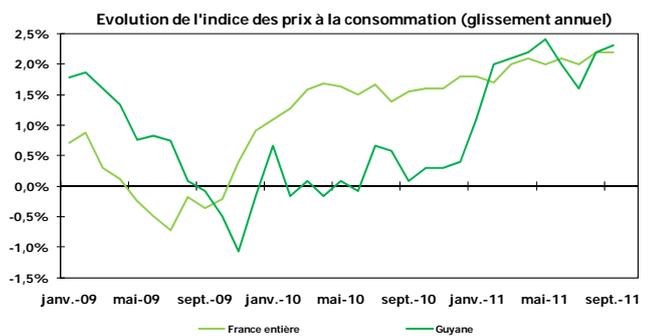
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En septembre 2011, l'indice des prix à la consommation est en baisse de 0,3 % sur le mois, en raison principalement d'un recul des prix des produits pétroliers (-2,7 % sur le mois), expliqué par des révisions à la baisse de 5 cts du prix administré de l'essence, et de 4 cts pour celui du gazole. Les prix des transports et communications suivent la même tendance (- 2,5 % sur le mois).

Sur un an, l'indice enregistre une hausse toujours soutenue (+ 2,3 % en septembre, contre + 2,2 % en août 2011). Tous les principaux postes affichent des prix en hausse, notamment celui des services (+ 2,3 % sur un an). Par ailleurs, les prix de l'énergie restent sur une pente ascendante (+ 12,3 %).

Contrairement à la situation constatée pendant des mois, l'inflation guyanaise (2,3 %) est désormais supérieure aux taux atteints dans le reste de la France : + 1,5 % à la Guadeloupe, + 2,1 % à la Martinique, + 2,2 % à la Réunion et pour la France entière. Alors que les prix des produits pétroliers augmentent significativement partout au niveau national, la Guyane est principalement pénalisée, par rapport au reste de la France, par la forte hausse du poste des services de transports et communications.



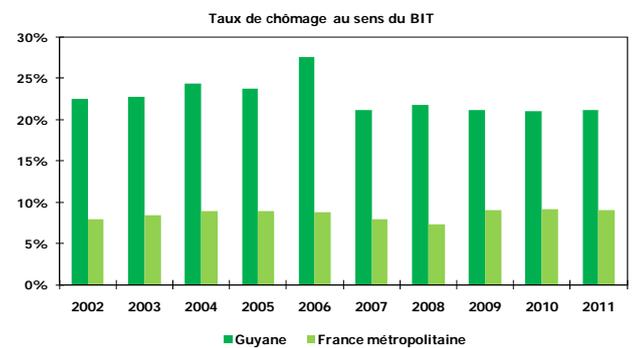
Marché du travail

Selon les dernières actualisations de l'Enquête emploi annuelle réalisée par l'INSEE, le taux de chômage en Guyane (au sens du Bureau international du travail -BIT-) reste stable sur les quatre dernières années, estimé à 21,1 % en juin 2011. Toutefois, cette stabilité masque la part croissante d'inactifs se situant dans le « halo » du chômage, c'est-à-dire d'inactifs souhaitant travailler mais ne répondant pas aux critères du BIT. En Guyane, ces inactifs sont d'ailleurs plus nombreux que les chômeurs au sens du BIT. Pour rappel, les résultats au sens du BIT sont issus d'une enquête recensant les personnes en âge de travailler répondant à trois critères :

- n'ayant pas du tout travaillé au cours de la semaine précédent l'enquête ;
- étant disponibles pour accepter un emploi sous quinze jours ;
- cherchant activement un emploi.

Ces données de l'INSEE peuvent être complétées par le suivi mensuel des demandeurs d'emploi fourni par les services du Pôle Emploi (DIECCTE). En effet, les données de la DIECCTE sont des données administratives de gestion et les deux concepts ne se recoupent pas systématiquement.

En septembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 17 698 (donnée brute des demandeurs d'emploi de catégorie A, sans aucune activité), en légère hausse de 0,2 % sur le mois (après cvs). Le rythme de progression semble légèrement s'infléchir en 2011 : + 0,3 % en moyenne d'évolution mensuelle vs + 0,7 % en 2010 et + 1,1 % en 2009. Sur l'année, ce nombre augmente également : + 6,8 % par rapport à septembre 2010 après cvs. En parallèle, les offres d'emploi proposées depuis le début de l'année apparaissent dynamiques (+ 12,3 % sur un an).



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1734 du 28 octobre 2011 fixe, à compter du 1^{er} novembre, le prix de vente au détail des carburants à 1,62 € / litre pour l'essence (soit une baisse de 5 centimes) et 1,50 € / litre pour le gazole (prix inchangé). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une baisse du cours du baril de pétrole brut (- 5,7 % en dollars entre septembre et octobre 2011) ;
- une hausse du cours du dollar par rapport à l'euro (le cours moyen passant de 1,388 à 1,360 USD pour 1 € sur le mois) ;
- une stagnation de la moyenne des cotations du gazole.

Le prix de la bouteille de gaz recule quant à lui de 65 cts, passant de 25,35 € à 24,70 € (- 2,6 % sur le mois).

Finances publiques

Dans le cadre de sa stratégie régionale de développement, la Région Guyane poursuit sa démarche de contractualisation avec les communes guyanaises afin de les soutenir financièrement dans leurs projets de développement. Le 25 octobre 2011, la commune de Roura signait avec la collectivité régionale son « contrat territorial » pour l'année 2011, d'un montant de 577 000 € pour le financement d'investissement s'élevant globalement à 1 M€. Le contrat porte sur différents projets d'équipement et d'aménagement du territoire, tels que l'électrification et le désenclavement de lieux-dits à l'écart du bourg, ainsi que la réalisation de plateaux sportifs sur Roura et Cacao. Des études sur le futur développement touristique de la commune (port de plaisance, pôle touristique sur les berges des fleuves entourant Roura) seront également financées.

Equipement numérique

Un an après l'arrivée de la télévision numérique terrestre (TNT) en Guyane, la diffusion de type analogique disparaîtra le 29 novembre 2011. Jusqu'à présent, les deux technologies cohabitaient dans les foyers guyanais.

Par ailleurs, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a récemment attribué une fréquence à une seconde chaîne locale privée sur la TNT guyanaise, qui proposait jusqu'ici uniquement des chaînes publiques (locale et nationales). Ainsi, la diffusion de la nouvelle chaîne, Antenne Guyane, devrait démarrer courant 2012.

Secteur aurifère

Auaplata, société cotée en Bourse et premier exploitant guyanais en termes de portefeuille minier, a annoncé sa décision de suspendre son projet de construction d'usine fonctionnant au thiosulfate de sodium sur la mine de Dieu Merci (commune de Saint-Elie). Ce projet est jugé non rentable par la société, compte tenu des coûts de construction et d'exploitation (notamment du fait de l'importance de la consommation d'énergie nécessaire pour faire fonctionner l'usine). Parallèlement, Auaplata souhaite entamer des démarches administratives afin d'obtenir l'autorisation d'utiliser une technique d'extraction d'or à base de cyanure (technique de « cyanuration »).

Secteur spatial

Le 21 octobre 2011 a eu lieu le premier tir historique du lanceur russe Soyouz depuis le Centre spatial guyanais, en présence notamment du vice-Premier ministre russe, M.Sergueï IVANOV, et du Ministre français de l'enseignement supérieur et de la recherche, M.Laurent WAUQUIEZ. La base de Soyouz se situe sur la commune de Sinnamary, contrairement à la base Ariane 5 qui est à Kourou. Soyouz a mis en orbite deux satellites Galileo, concurrent du système américain de Géopositionnement par satellite (GPS). Le lancement avait été reporté la veille en raison d'une anomalie détectée lors de la phase de remplissage du 3ème étage (déconnexion intempestive de deux connecteurs). Ce lancement est le fruit d'une collaboration de plus de 10 ans entre les agences spatiales russe, européenne et française. Le deuxième lancement de Soyouz depuis la Guyane est prévu courant décembre 2011.

L'élargissement de la gamme de lanceurs de la base spatiale guyanaise se poursuit avec l'arrivée des premiers éléments du lanceur européen Vega en Guyane. Le premier lancement de Vega est annoncé pour début 2012.

ACTUALITES REGIONALES

Economie brésilienne

Au mois de septembre 2011, l'inflation brésilienne continue sa progression ininterrompue depuis plus d'un an, s'établissant à 7,3 % (glissement annuel de l'Indice des prix à la consommation). La hausse est particulièrement marquée pour le poste « Nourriture et boissons » (+ 9,9 %), et pour celui des carburants (+ 10,4 %). En dépit d'un taux d'inflation bien supérieur au taux-cible fixé par la Banque centrale brésilienne (4,5 %), cette dernière a annoncé le 20 octobre 2011 une baisse de 50 points de base de son taux directeur « Selic », pour le porter à 11,50 %. Elle justifie notamment cette décision par les inquiétudes sur le contexte économique international.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	sept-11	124,0	-0,3%	2,3%	Insee
			Prix administré du litre d'essence (2)	nov-11	1,62 €	[-3%]	[15,7%]	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	sept-11	17 698	0,2%	6,8%	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	août-11	7 144	2,1%	7,5%	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	août-11	15 781	0,6%	ns.	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	août-11 Cumul	7,8 M€ 53,2 M€	0,3%	ns.	
	CONSUMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	oct-11 Cumul	12,2 M€ 100,4 M€	-3,9%	22,3%	Douanes
		↑	Importations de biens de consommation (BC)*	août-11 Cumul	12,8 M€ 99,4 M€	9,1%	15,0%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	oct-11 Cumul	370 3 680	-14,8%	-3,4%	Somafi
		INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) *	août-11 Cumul	35,2 M€ 310,1 M€	0,3%	28,5%
↑	Ventes de véhicules utilitaires		oct-11 Cumul	95 907	21,0%	18,8%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR	↑		Exportations *	août-11 Cumul	17,9 M€ 107,0 M€	40,7%	51,0%	Douanes
	↓	Importations *	août-11 Cumul	109,0 M€ 871,9 M€	-0,2%	25,1%	Douanes	
						27,4%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à oct. 2011	6 tirs (5 Ariane 5, 1 Soyouz)		4 tirs à oct. 2010	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à oct. 2011	10 satellites + 1 ATV		8 satellites à oct. 2010	
	BTP	↓	Ventes de ciment	sept-11 Cumul	8 068 tonnes 63 642 tonnes	-1,5%	6,1%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume *	août-11 Cumul	830 kgs 8 100 kgs	-23,0%	18,7%	Douanes
		↓	Exportations d'or en valeur *	août-11 Cumul	2,7 M€ 25,9 M€	-21,9%	36,3%	Douanes
		↓	Cours de l'once d'or (2)	oct-11	1666,6 \$	[-6,2%]	[24,1%]	London Bullion Market Assoc.
		↓	Grumes sorties de forêt (données non consolidées)	août-11 Cumul	4 958 m3 25 001 m3	-20,5%	-39,6%	ONF
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes *	août-11 Cumul	99,7 tonnes 670,4 tonnes	63,0%	47,7%	Douanes
		↓	Exportations de poissons *	août-11 Cumul	193,5 tonnes 911,2 tonnes	-4,2%	-10,1%	Douanes
			Exportations de riz * (2)	août-11 Cumul	0 tonne 3 209,2 tonnes	ns.	ns.	Douanes
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	juil-11 Cumul	51 354 249 417	-3,0%	3,8%	CCIRG	
	↑	Nombre de nuitées	août-11 Cumul	27 000 216 000	4,3%	-3,2%	Insee	

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données non CVS (compte tenu du trop grand nombre de points atypiques concernant le riz)

* Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

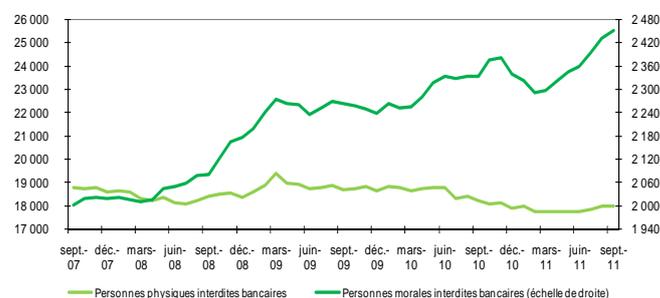
BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : un bilan en demi-teinte au 30 septembre 2011

Au 30 septembre 2011, le nombre de personnes physiques en **interdiction bancaire** s'élève à 17 971. Ce chiffre, stable sur le trimestre, diminue de 1,4 % sur un an. A l'inverse, la sinistralité des entreprises s'accroît : 2 451 d'entre elles étaient frappées d'interdiction bancaire à la même date, soit + 5 % sur un an (+ 3,9 % sur le trimestre). Pour sa part, le nombre d'incidents de paiement sur chèques (128 575) est en légère hausse sur le trimestre (+ 0,8 %), mais il recule de 3,1 % sur l'année. S'agissant du nombre de retraits de cartes bancaires, malgré une baisse sensible sur l'année (- 12,7 % à 5 238), ce chiffre progresse de nouveau sur le trimestre (+ 2,2 % à fin septembre).

Evolution du nombre des interdits bancaires

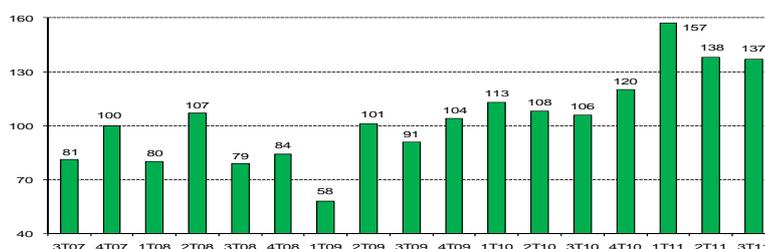


Source : Banque de France

Surendettement des ménages : progression soutenue de l'activité sur un an

Au troisième trimestre 2011, 137 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de surendettement, chiffre stable par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre de dossiers déposés est en forte augmentation (+ 29,2 %). A titre d'information, le nombre de dossiers déposés au niveau national de septembre 2010 à août 2011 s'élève à 229 964, en progression de 5,47 % par rapport à la même période de 2010.

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de surendettement



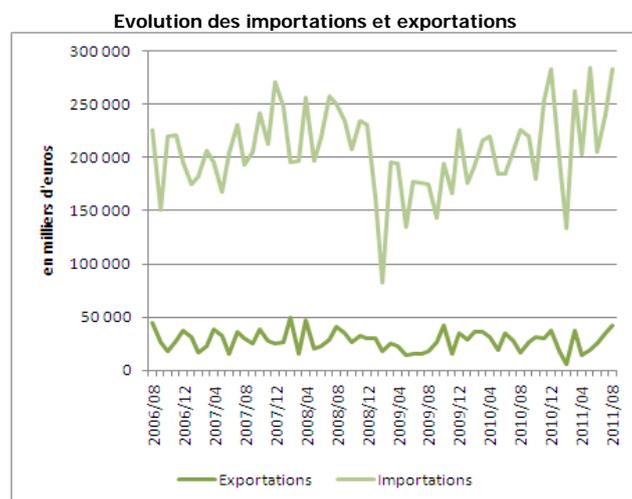
Source : ledom

Nominations :

M. Serge SAVY exerce désormais au sein de la CEPAC les fonctions de directeur de la Banque de Développement Régional Antilles-Guyane. Il est en charge des métiers spécialisés, hors « particuliers » et « professionnels ».

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Commerce extérieur : amélioration du taux de couverture



A fin août 2011, le volume d'échanges du commerce extérieur enregistre une augmentation annuelle non négligeable. Les importations globales atteignent 283,9 M€ (+25,9% en glissement annuel) tandis que les exportations s'élèvent à 42,5 M€ (+18,1% sur un an). De fait, le taux de couverture s'établit à 15% et gagne 7,4 points sur un an.

Dans le détail, l'augmentation de la valeur des importations globales tient essentiellement à la hausse des importations de biens d'équipement (+75,5% sur un an), entraînée notamment par la livraison de matériels destinés à la construction de la nouvelle centrale électrique de Bellefontaine. A l'inverse, les importations de biens de consommation s'inscrivent en recul de 11,1% sur la période.

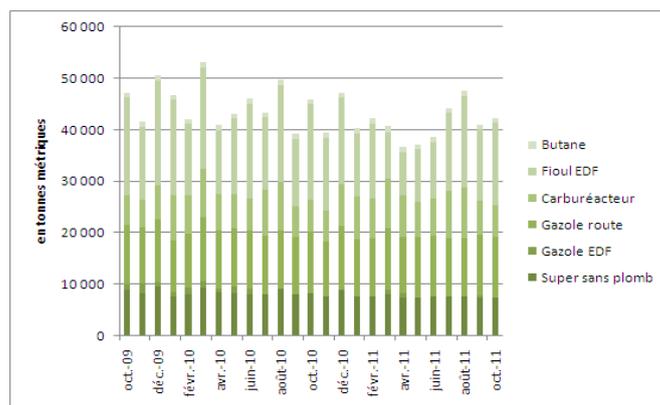
Les exportations sont quant à elles tirées par les réexpéditions de produits pétroliers vers les autres DFA (qui passent de 6,2 M€ à fin août 2010 à 24,4 M€ un an plus tard et témoignent en partie du renchérissement des prix des matières premières), et dans une moindre mesure par les expéditions de produits agricoles (+57,1% sur un an à 10,1 M€).

Produits pétroliers : légère contraction de la production, évolution contrastée des prix

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers au 1^{er} novembre 2011, conformément au décret du 8 novembre 2010, le prix du super sans plomb a été fixé à 1,44 euro le litre (-6 cts par rapport à octobre) et celui du gasoil à 1,24 euro le litre (+1 ct). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 23,96 euros (- 62 cts).

A fin octobre 2011, la production cumulée d'hydrocarbures accuse un recul annuel de 7,9%. Dans le détail, les productions de super sans plomb et de fioul EDF enregistrent des baisses annuelles de 11,1% et 13% respectivement. A l'inverse, la production de butane augmente de 5,5% sur la période.

Production d'hydrocarbures à la Martinique



Source : SARA

ACTUALITE REGIONALE

XVII^{ème} Conférence des Présidents de RUP

La Martinique a reçu les 3 et 4 novembre 2011 sept délégations dans le cadre de la 17^{ème} Conférence des Présidents de RUP. Outre les représentants des RUP, l'île a accueilli des délégations ministérielles françaises (dont le Ministre de la Coopération, M. Henri de Raincourt), espagnoles et portugaises, ainsi que le Commissaire européen en charge de la politique régionale, M. Johannes Hahn. Cette rencontre a marqué la fin de la présidence martiniquaise de l'organisation et le passage de témoin aux Açores, futures présidentes de la Conférence des Présidents de RUP. Les thèmes suivants ont été abordés : les enjeux des relations futures avec l'Europe, l'insertion des RUP dans leur environnement géographique, les défis des RUP à l'horizon 2020 et le renforcement du dialogue entre RUP et pays ACP.

La Conférence a également évoqué le choix du PIB comme critère d'octroi d'aides communautaires, dans un contexte de handicaps structurels persistants.

Tourisme : un hôtel d'affaires à Fort-de-France...

La Guardian Holdings, groupe trinitadien actionnaire majoritaire de la société d'hébergement du complexe de la Pointe Simon à Fort-de-France, a signé une convention avec le groupe Picourt (Compagnie financière Saint-Thomas) en vue de la création d'un Novotel trois étoiles de 94 chambres. L'hôtel s'intégrera dans un bâtiment de sept étages comportant également des commerces et des bureaux. La livraison de l'établissement hôtelier est prévue pour la fin de l'année 2012.

... et la reprise de la liaison Air France entre Fort-de-France et Roissy

Afin de capter la clientèle européenne (hors hexagone), qui compose moins de 4% des voyageurs arrivant à l'aéroport Aimé-Césaire, et suite à l'annonce du Président de la République en janvier dernier, la liaison aérienne hebdomadaire a été réouverte entre Fort-de-France et Roissy-Charles-de-Gaulle.

Le vol inaugural a eu lieu le 5 novembre, et suscite l'espoir que cette liaison aérienne aura plus de succès que les tentatives de 2001, 2003 et 2005. La Martinique et la Guadeloupe ont mené en amont une campagne de promotion en Allemagne, en Suisse, en Belgique et en Italie, afin d'accroître leur visibilité face aux concurrents dominicains et cubains. Le contrat de destination engageant notamment Air France, la Région, Pierre et Vacances et le Club Med s'achèvera fin 2012, et une évaluation sera alors effectuée. La Martinique vise 10% de voyageurs européens à l'horizon 2015.

Conférence de la Coopération régionale à Fort-de-France

Une conférence portant sur la coopération régionale s'est tenue à Fort-de-France le 5 novembre 2011, en présence du Ministre de la Coopération, M. Henri de Raincourt, des Présidents de collectivités locales de Martinique, Guadeloupe, Guyane, St-Martin et St-Barthélemy, des sept Ambassadeurs de France de la région caraïbe ainsi que des trois Préfets des DFA. Des représentants des pays ACP et de nombreux responsables de haut niveau de l'administration centrale française étaient également présents.

Cette conférence a été l'occasion d'évoquer le renforcement de la visibilité des collectivités correspondantes et de leurs intérêts dans le réseau diplomatique français. Les régions Antilles-Guyane souhaitent également intégrer, dans les limites de leurs compétences, les organisations régionales, CARICOM et Association des Etats de la Caraïbe notamment.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2011	126,6	-0,2 %	+2,2 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2011	42 400	+1,0 %	+3,0 %
	Indicateur de chômage (base pop. active : 165 370)	- septembre 2011	25,6 %		+0,7 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- août 2011	20 097	-0,5 %	-3,1 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2011	36 913	-2,3 % *	-
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- août 2011	283,9	+148,4 %	+25,9 %
	Exportations (en M€)	- août 2011	42,5	+22,3 %	+18,1 %
	Taux de couverture mensuel:		15 %	+0,5 point	+7,4 points
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2011	44,4	+3,9 %	+4,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2011	332,0		+4,1%
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- septembre 2011	17 971	-0,1 %	-1,4 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- septembre 2011	5 238	-	-12,7 %

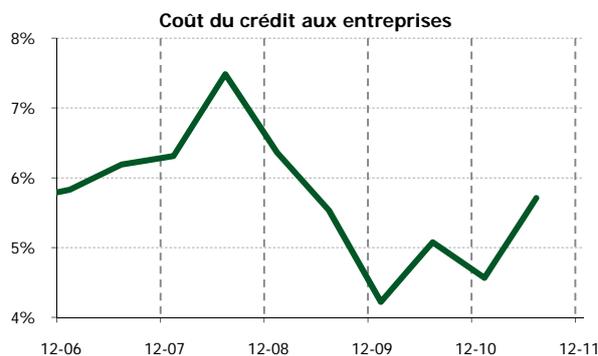
* variation trimestrielle

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2011	92 027	-49,6 %	+3,8 %
		- cumul annuel	1 251 289		+4,1 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2011	0	ns	nd
		- cumul annuel	19 614	-	-65,6 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2011	16 176	+3,2 %	+1,0 %
		- cumul annuel	151 575		+1,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2011	1 162	+59,4 %	+9,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2011	178	+32,8 %	-11,9 %
	Cumul annuel (VPN + VUN) (hors bus, porteurs et tracteurs)		9 624	-	+2,9 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Des taux des crédits aux entreprises en hausse



Source : Iedom

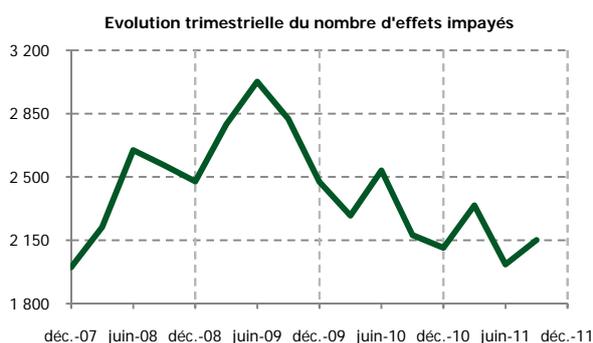
La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion réalisée par l'Iedom fait apparaître un taux moyen en forte hausse à la fin du premier semestre 2011. Le taux moyen global pondéré du crédit aux entreprises s'établit ainsi à 5,71 % sur le mois de juillet 2011 contre 4,57 % en janvier 2011, soit une hausse de + 114 points de base en six mois.

L'enquête de juillet présente traditionnellement des taux plus élevés que celle réalisée au mois de janvier. Néanmoins, les taux consentis par les principales banques de la place aux entreprises s'inscrivent dans une tendance haussière depuis le début de l'année 2010. Cette hausse concernent à la fois les financements à court terme (+ 167 points de base par rapport à janvier 2011) et les financements à moyen et long terme (+58 points de base).

Le montant de créances douteuses se stabilise

Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit implantés localement s'établissent à 988 millions d'euros à fin juin 2011, en baisse de - 0,2 % sur le second trimestre (après + 2,0 % le trimestre précédent). Ce léger recul des créances douteuses brutes dans un contexte de hausse des encours totaux consentis par le système bancaire local génère une légère baisse du taux de créances douteuses de la place, qui s'établit ainsi à 5,9 % à fin juin 2011 contre 6,0 % le trimestre précédent (son plus haut niveau enregistré depuis les années 2000).

Hausse du nombre des effets de commerce impayés au troisième trimestre 2011



Source: Iedom

Au troisième trimestre 2011, le nombre d'effets de commerce impayés s'est inscrit en hausse : + 6,7 % par rapport au trimestre précédent. En cumul depuis le début de l'année, le nombre d'effets impayés est en baisse de 7,0 % par rapport à la même période en 2010.

Parallèlement, le montant moyen d'impayés a progressé de 9,4 % entre juin et septembre 2011. Les hausses conjuguées du nombre d'impayés et du montant moyen engendrent une augmentation de 16,7 % du montant total d'impayés. Néanmoins, sur les neuf premiers mois de l'année en cumul, le montant total a diminué de 14,4 % sur un an.

Médiation du crédit

Au 31 octobre 2011, 357 dossiers sont rentrés dans le circuit de la médiation depuis sa mise en place en octobre 2008. Parmi ceux-ci, 245 dossiers ont été déclarés éligibles, 111 n'ont pas été retenus et 1 est en attente de qualification. 157 dossiers éligibles ont abouti à une issue favorable, soit un taux de succès de 64 %, proportion similaire à celle observée au niveau national (63 %). La médiation du crédit a contribué au financement d'entreprises employant plus de 4 700 emplois, pour un montant de 54,1 millions d'euros. Pour mémoire, à La Réunion comme dans les autres DOM, le directeur de l'Iedom est le médiateur départemental du crédit. Les dossiers peuvent lui être adressés sur le site internet : <http://www.mediateurducredit.fr>.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	126,9	- 1,0 %	+ 2,3 %
		124,0	- 0,1 %	+ 2,2 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	24 154	+ 1,2 %	+ 8,6 %
	En cumul (milliers d'euros)	210 408	-	+ 11,0 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	3 186,8	-	+ 19,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	181,1	-	+ 3,6 %
	Taux de couverture	5,7 %	-	- 0,9 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	120 410	+ 0,8 %	+ 7,4 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

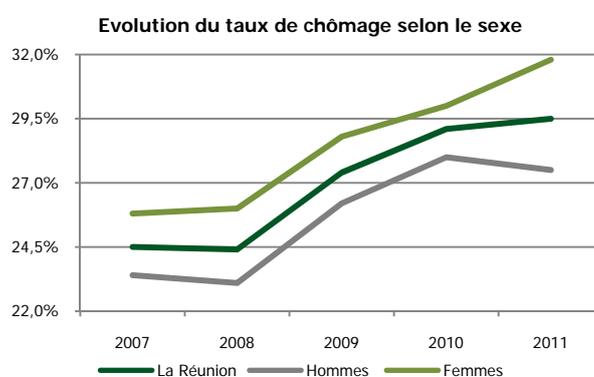
			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Septembre 2011	151 575	- 26,4 %	+ 11,7 %
	Cumul 2011	cumul Sept.	1 601 265	-	+ 9,2 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Août 2011	68 600	+ 17,5 %	+ 11,5 %
	Cumul 2011	cumul Août	516 700	-	+ 11,8 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Août 2011	2 888	n.s.	- 13,3 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Août	12 676	-	- 25,9 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Août 2011	51,1	n.s.	- 5,8 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Août	198,7	-	- 18,5 %
	Effectifs salariés du BTP	Septembre 2011	17 744	+ 0,6 %	+ 1,6 %

Hausse du taux de chômage au deuxième trimestre 2011

Selon l'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee, le taux de chômage¹ à La Réunion a atteint 29,5 % de la population active, au deuxième trimestre 2011. Les femmes sont les plus concernées par le chômage. En effet, elles représentent plus de la moitié des chômeurs en 2011, alors que les hommes étaient majoritaires les années précédentes. Par ailleurs, le taux de chômage parmi les femmes actives âgées entre 15 et 64 ans est de 31,8 % contre 27,5 % pour les hommes.

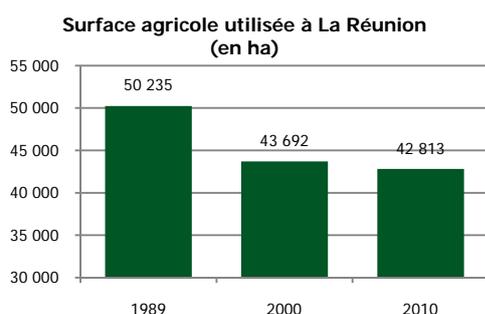
Les jeunes sont les plus touchés par le chômage : 60 % des actifs de 15 à 24 ans sont au chômage. Ils supportent également la hausse la plus forte, avec un accroissement de 4,1 points par rapport à 2010. Malgré cette aggravation du chômage dans l'île, le nombre d'actifs occupés a progressé de 0,6 %.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



Source : Insee - enquête Emploi

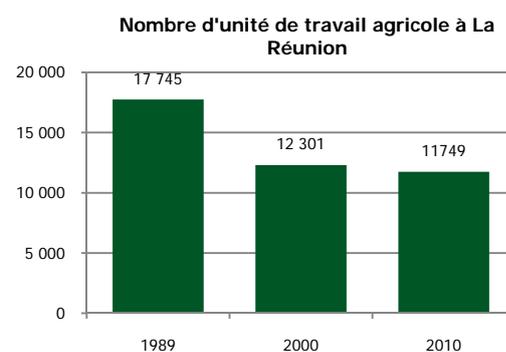
Une surface agricole et une population active stables



Source : Agreste - Recensement agricole

A La Réunion, 15 687 personnes participent régulièrement au travail des exploitations agricoles (chefs d'exploitation, coexploitants, actifs familiaux et salariés permanents) ou de manière occasionnelle (salariés saisonniers ou occasionnels), soit 11 749 unités de travail² (UTA) en 2010. La quantité de main d'œuvre nécessaire au fonctionnement des exploitations agricoles tend à se stabiliser : baisse de 55 UTA en moyenne par an entre 2000 et 2010 contre 544 UTA de moins en moyenne par an entre 1989 et 2000. Parallèlement, en France métropolitaine, la quantité de main d'œuvre a reculé de 26,0 %. Les premiers résultats du recensement agricole 2010 sont disponibles sur le [site de l'Agreste Réunion](#).

Les premiers résultats du recensement agricole, qui s'est déroulé entre septembre 2010 et avril 2011 sur l'ensemble du territoire français, montrent un ralentissement de la diminution de la surface agricole utilisée (SAU). Entre 2000 et 2010, la SAU a baissé de 2,0 %, soit 88 ha en moyenne de moins par an, tandis qu'elle reculait de 13 % sur la décennie précédente, soit une baisse de 654 ha en moyenne par an. La Réunion suit la tendance observée en France métropole où la SAU a diminué de 2,8 %. Par ailleurs, elle a nettement reculé en Guadeloupe et en Martinique (respectivement - 23,7 % et - 22,0 %), alors qu'elle a progressé de 8,4 % en Guyane.



Source : Agreste - Recensement agricole

¹ Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs dans la population active. Un chômeur est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines, et a entrepris des démarches effectives de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

² L'unité de travail (UTA) correspond à l'équivalent du temps de travail d'une personne à temps complet pendant un an.

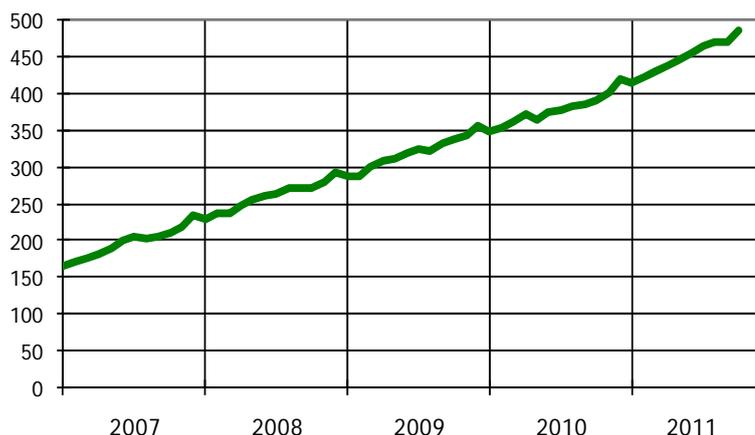
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Au 31 octobre, les émissions nettes de billets s'étoffent de 13,9 millions d'euros sur le mois (soit +3 % contre +0,4 % le mois précédent) et atteignent 484,6 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre sont également en progression : +4,4 %, après -0,6 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte avoisine 9,2 millions au 31 octobre 2011, dont près de 72 % sont des coupures de 50 €. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'était appréciée de plus de deux euros cinquante depuis le début de l'année, repasse sous le seuil de 53 € au 31 octobre.

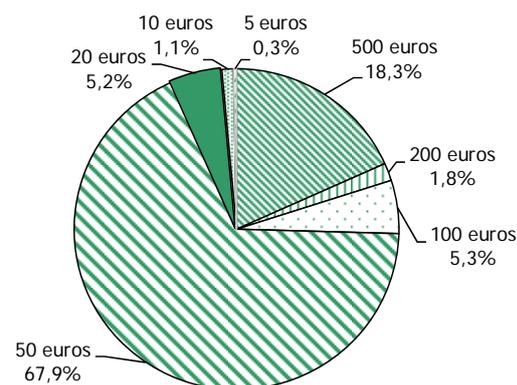
Emissions nettes cumulées de billet au 31 octobre 2011

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en valeur au 31 octobre 2011



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

La crise mahoraise

Le mois d'octobre a été marqué à Mayotte par les manifestations de la population contre la cherté de la vie. Les revendications portées par l'intersyndicale (CISMA-CFDT, CGT-Ma, UD-FO, CFE-CGC, SAEM-FAEN) ont concerné onze produits de première nécessité. Le 14 octobre, la ministre chargée de l'outre-mer, en visite sur l'île, a annoncé la mise en place de bons de réduction destinés aux ménages inscrits à la CAF et dont les ressources sont inférieures à 600 euros mensuels. Chaque ménage pourra prétendre chaque mois à un bon de 5 euros par produit dans la limite de 10 bons. La ministre a également annoncé une réglementation du prix du gaz et la réalisation d'une étude sur les marges pratiquées par la grande distribution de Mayotte.

Un accord entre les distributeurs, l'Etat et le syndicat UD-FO a été signé le 17 octobre sur la baisse des prix de huit produits. L'intersyndicale, non signataire de cet accord, a donné l'ordre de poursuivre le mouvement et demandé la nomination d'un médiateur. M. Stanislas Martin, chef de service à la DGCCRF a été désigné par la ministre chargée de l'Outre-mer pour établir un diagnostic sur la formation des prix des produits dits de première nécessité, devant servir de base à la finalisation des négociations sur les prix. Les conclusions du rapport rendu public le 4 novembre indiquent que les marges pratiquées sur les trois produits concernés sont raisonnables. Dans le cas particulier de la viande (point de blocage des négociations), dans un contexte d'inflation du cours de la matière première (+51 % entre 2007 et 2011) et de la hausse du prix constaté dans la vente au détail (+41 % sur la même période), la marge de négociation ne saurait excéder 10 %.

M. Denis Robin, ancien préfet de Mayotte (2008-2009), actuellement conseiller du Premier ministre, chargé des problèmes de sécurité, d'Outre-mer et d'immigration, est arrivé sur l'île le 2 novembre afin de trouver des solutions et d'aboutir à un accord entre les parties concernées.

Mesures d'urgence

Le Medef estime que le mouvement social génèrera 2 300 chômeurs, soit 15 % des salariés du secteur privé. Plusieurs mesures ont d'ores et déjà été annoncées, visant à limiter les conséquences économiques de la crise :

- La Caisse de sécurité sociale de Mayotte a préconisé un report des dates d'échéance et des délais supplémentaires de paiement. Ces délais supplémentaires seront accordés sous réserve pour les cotisants de respecter certaines conditions : la remise des bordereaux de cotisation pour les entreprises et des déclarations de revenus pour les travailleurs indépendants et le paiement de la part ouvrière ou précompte prélevé par les entreprises.
- La Caisse d'Assurance Chômage de Mayotte n'appliquera pas de pénalités de retard sur le versement des cotisations chômage. Un délai de paiement et/ou un étalement de la dette de la contribution chômage pourra être accordé sur demande.

Solidarité

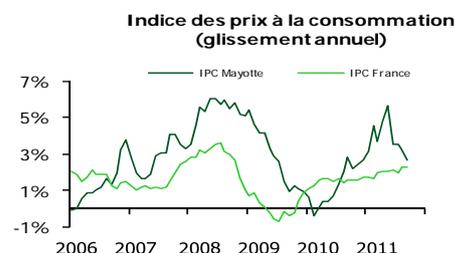
Le projet d'ordonnance pour la mise en place du RSA à Mayotte, en janvier 2012, a été soumis aux élus du Conseil général. Il prévoit 15 millions d'euros pour 14 000 foyers. Cette enveloppe serait réajustée si le nombre de foyers éligibles progressait.

Statuts

Le 26 octobre 2011, le Président Nicolas Sarkozy a soumis officiellement au Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, la demande d'accès de Mayotte au statut de Région ultrapériphérique (RUP). A la demande de certains députés européens, la commission des budgets du Parlement européen a, le 6 octobre 2011, octroyé une aide exceptionnelle de deux millions d'euros pour la mise en place de mesures d'accompagnement dans le processus de « rupéisation ».

Inflation

En septembre 2011, l'indice des prix à la consommation à Mayotte a, selon l'INSEE, progressé de 0,1 %. En glissement annuel (septembre 2010/septembre 2011), les prix ont augmenté de 2,7 %. Cette évolution s'explique par une hausse des prix des produits alimentaires (+0,7 %), compensée par une baisse des services aux ménages (-0,4 %). Les prix de l'énergie et du tabac restent stables sur le mois alors qu'ils ont fortement progressé sur douze mois : +6,5 % pour l'énergie et +8 % pour le tabac.



Source: INSEE
Base 100: année 2006

ACTUALITE REGIONALE

Le 28 octobre 2011, Omer Beriziky, ancien ambassadeur de Madagascar auprès de l'Union européenne, a été nommé Premier ministre malgache par le Président de transition, Andry Rajoelina. La nomination du Premier ministre de transition s'inscrit dans le cadre de la feuille de route de sortie de crise proposée par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et signée en septembre par 10 des 11 groupes politiques malgaches. Dans le cadre de ses missions, il devra organiser des élections libres et transparentes, et dont les résultats incontestés devront permettre au pays de retrouver une stabilité politique.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		sept.-11	114,8	0,1%	2,7%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		août.-11	9 547	-	10,1%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-11	23 046	1,8%	-15,5%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-11	238 135	10,7%	-6,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-11	273	-76,9%	108,5%
		cumulées	sept.-11	9 453	3,0%	26,3%
	Taux de couverture	mensuels	sept.-11	1,19%	-4,04 pt	0,71 pt
		cumulés	sept.-11	3,97%	-0,30 pt	1,02 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	oct.-11	364	14,1%	-30,5%
		cumulés	oct.-11	4 415	-	-9,5%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	oct.-11	22 668	5,8%	-8,5%
		cumulés	oct.-11	244 347	-	3,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	oct.-11	15,4	-51,1%	-61,2%
		cumulés	oct.-11	921,2	-	n.d
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-11	3 995	5885,1%	n.d
		cumulées	sept.-11	57 179	-	-7,6%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-11	37 552	0,2%	4,0%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles	juin-11	19 616	-8,0%	-3,8%
		cumulées	juin-11	121 161	-	0,4%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-11	9 114	1,6%	6,7%
		cumulée	sept.-11	81 979	-	-2,4%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	sept.-11	94	38,2%	10,6%
		cumulés	sept.-11	729	-	14,3%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	sept.-11	8	-70,4%	-65,2%
		cumulés	sept.-11	142	-	-8,4%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juil.-11	5,0	-23,1%	-31,9%
		cumulés	juil.-11	33,1	-	-0,6%
	- en milliers euros	mensuelles	juil.-11	30,0	-23,1%	-40,9%
		cumulées	juil.-11	204,1	-	-8,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	1,25%	date d'effet	09/11/2011
Taux de la facilité de prêt marginal		2,00%		09/11/2011
Taux de la facilité de dépôt		0,50%		09/11/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

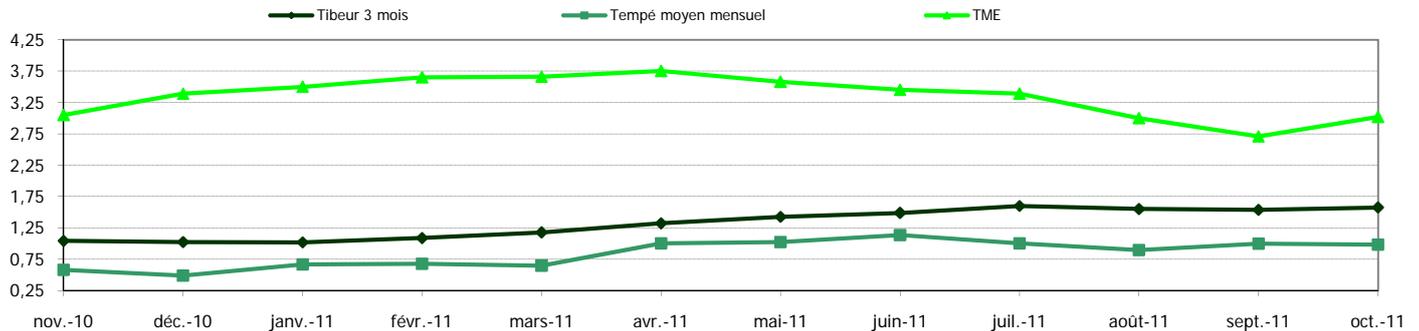
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Septembre 2011)				
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
1,0033%	0,8972%	0,9963%	0,9835%	1,3640%	1,5750%	1,7760%	2,1100%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	octobre	
3,39%	3,00%	2,71%	3,02%	3,59%	3,20%	2,91%	3,22%	

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,10%
Prêts à taux fixe	6,23%		
Prêts à taux variable	5,61%		
Prêts relais	6,28%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%		

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

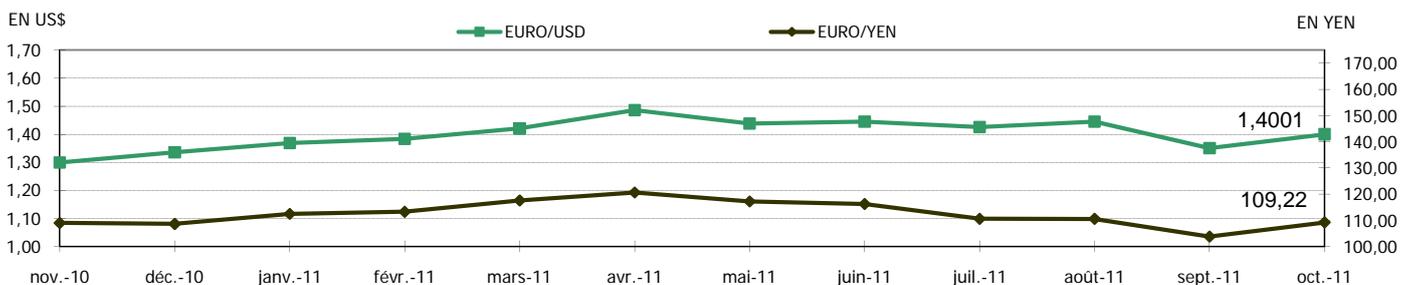
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4001	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9221	EURO/SRD (Surinam)	4,60120
EURO/JPY (Japon)	109,2200	EURO/BWP (Botswana)	10,06360	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,49590
EURO/CAD (Canada)	1,3930	EURO/SCR (Seychelles)	17,5968	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,4509
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87310	EURO/MUR (Maurice)	40,4040	EURO/BBB (La Barbade)	2,78870
EURO/SGD (Singapour)	1,7490	EURO/BRL (Brésil)	2,3647	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,93000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,8735	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,98810	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2942,0790	EURO/XCD (Dominique)	3,7647	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 3 novembre 2011 - Dépôt légal : novembre 2011 - ISSN 1284-4438